

Démarche : Demande d'allocation différentielle de fin de mandat

Organisme : Direction des politiques sociales

Identité du demandeur

Email	<input type="text"/>
Civilité	<input type="text"/>
Nom	<input type="text"/>
Prénom	<input type="text"/>

Formulaire

Important : conformément aux dispositions de la loi n 2002-276 du 27 février 2002, une allocation différentielle de fin de mandat ne peut vous être versée que si vous avez abandonné votre activité professionnelle pour vous consacrer à la fonction électorale que vous venez de quitter.

Par ailleurs, vous devez soit être inscrit à France Travail, soit avoir repris une activité professionnelle vous procurant des revenus inférieurs aux indemnités que vous perceviez au titre de cette fonction électorale. Si vous étiez fonctionnaire placé en disponibilité pour l'exercice de votre mandat d'élu, vous devez avoir sollicité une demande de réintégration auprès de votre employeur d'origine.

Votre demande doit par ailleurs être effectuée dans un délai de onze mois après le dernier tour de scrutin des élections.

Civilité

☐ Mme

☐ M.

Nom de naissance

Prénom

Nom marital

Date de naissance

Lieu de naissance

Adresse postale

Demande d'allocation différentielle de fin de mandat

Téléphone

Email

Vous étiez :

Cochez la case correspondant à la fonction électorale au titre de laquelle vous demandez le versement de votre allocation de fin de mandat.

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- ☐ Maire d'une commune
- ☐ Adjoint au maire titulaire d'une délégation de fonction du maire
- ☐ Président d'une communauté urbaine
- ☐ Président d'une communauté d'agglomération
- ☐ Président d'une communauté de communes
- ☐ Président d'une métropole d'au moins 1000 habitants
- ☐ Vice-président d'une communauté urbaine titulaire d'une délégation de fonction du président
- ☐ Vice-président d'une communauté d'agglomération titulaire d'une délégation de fonction du président
- ☐ Vice-président d'une communauté de communes titulaire d'une délégation de fonction du président
- ☐ Vice-président d'une métropole d'au moins 10 000 habitants titulaire d'une délégation de fonction du président
- ☐ Président de Conseil départemental
- ☐ Vice-président de Conseil départemental titulaire d'une délégation de fonction du président
- ☐ Président de Conseil régional
- ☐ Vice-président de Conseil régional titulaire d'une délégation de fonction du président

Date de cessation de votre mandat

(date du dernier tour de scrutin des élections concernées)

Nom de la collectivité (ou l'établissement public de coopération intercommunale) :

Adresse de la collectivité (ou l'établissement public de coopération intercommunale) :

Montant mensuel brut de l'indemnité que vous perceviez au titre du mandat précédemment mentionné

Merci de vous référer à la dernière fiche de paie.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐

Demande d'allocation différentielle de fin de mandat

(bulletin correspondant au mandat passé au titre duquel vous demandez le versement de votre allocation)

Disposez-vous actuellement de ressources autres que votre ancienne indemnité ?

Sont considérées comme des ressources autres, tous revenus ou ressources, qu'il s'agisse de salaires, de revenus d'une activité non salariée, d'allocation chômage et ou autres revenus de substitution ou bien encore d'indemnités d'élus autres que celle au titre duquel vous demandez l'allocation

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Montant de vos ressources actuelles et futures

Type de ressource

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ Salaire

☐ Revenus d'une activité non salariée

☐ Allocation chômage et/ou autres revenus de substitution

☐ Indemnité d'élus autres que celle au titre duquel vous demandez l'allocation

Montant net perçu

Date de fin de perception des ressources (à compléter le cas échéant)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Copie du bulletin de salaire / attestation France Travail / bulletin de paie d'élus

- Vous percevez un salaire : copie du bulletin de salaire ou attestation de salaire

- Vous percevez un revenu d'une activité professionnelle non salariée : copie des factures, relevés bancaires professionnels et ou déclarations de chiffre d'affaires

- Vous ne percevez pas de revenu ou vous percevez l'allocation chômage et ou un autre revenu de substitution : copie d'attestation France Travail

- Vous percevez une indemnité d'élus autres que celle au titre duquel vous demandez l'allocation : copie du bulletin de paie d'élus

- Vous étiez fonctionnaire placé en disponibilité pour l'exercice de votre mandat d'élus et vous réintégrez les services de votre employeur d'origine : copie de votre demande de réintégration et ou copie d'une éventuelle décision d'attribution de l'allocation de retour à l'emploi (ARE) et ou copie des bulletins de salaires à compter de la reprise d'activité dans la fonction publique

Type de ressource

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ Salaire

☐ Revenus d'une activité non salariée

☐ Allocation chômage et/ou autres revenus de substitution

☐ Indemnité d'élus autres que celle au titre duquel vous demandez l'allocation

Montant net perçu

Date de fin de perception des ressources (à compléter le cas échéant)

Demande d'allocation différentielle de fin de mandat

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Copie du bulletin de salaire / attestation France Travail / bulletin de paie d'élu

- Vous percevez un salaire : copie du bulletin de salaire ou attestation de salaire
- Vous percevez un revenu d'une activité professionnelle non salariée : copie des factures, relevés bancaires professionnels et ou déclarations de chiffre d'affaires
- Vous ne percevez pas de revenu ou vous percevez l'allocation chômage et ou un autre revenu de substitution : copie d'attestation France Travail
- Vous percevez une indemnité d'élu autre que celle au titre duquel vous demandez l'allocation : copie du bulletin de paie d'élu
- Vous étiez fonctionnaire placé en disponibilité pour l'exercice de votre mandat d'élu et vous réintégrez les services de votre employeur d'origine : copie de votre demande de réintégration et ou copie d'une éventuelle décision d'attribution de l'allocation de retour à l'emploi (ARE) et ou copie des bulletins de salaires à compter de la reprise d'activité dans la fonction publique

Type de ressource

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ Salaire

☐ Revenus d'une activité non salariée

☐ Allocation chômage et/ou autres revenus de substitution

☐ Indemnité d'élu autre que celle au titre duquel vous demandez l'allocation

Montant net perçu

Date de fin de perception des ressources (à compléter le cas échéant)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Copie du bulletin de salaire / attestation France Travail / bulletin de paie d'élu

- Vous percevez un salaire : copie du bulletin de salaire ou attestation de salaire
- Vous percevez un revenu d'une activité professionnelle non salariée : copie des factures, relevés bancaires professionnels et ou déclarations de chiffre d'affaires
- Vous ne percevez pas de revenu ou vous percevez l'allocation chômage et ou un autre revenu de substitution : copie d'attestation France Travail
- Vous percevez une indemnité d'élu autre que celle au titre duquel vous demandez l'allocation : copie du bulletin de paie d'élu
- Vous étiez fonctionnaire placé en disponibilité pour l'exercice de votre mandat d'élu et vous réintégrez les services de votre employeur d'origine : copie de votre demande de réintégration et ou copie d'une éventuelle décision d'attribution de l'allocation de retour à l'emploi (ARE) et ou copie des bulletins de salaires à compter de la reprise d'activité dans la fonction publique

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Copie d'une pièce d'identité

Merci de veiller à ne joindre ici que des documents demandés pour le traitement de votre dossier à l'exclusion de toute autre pièce.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Relevé d'identité bancaire

J'atteste sur l'honneur avoir cessé toute activité professionnelle pour exercer le mandat au titre duquel je demande le versement de mon allocation ainsi que l'exactitude des renseignements fournis.

Je m'engage à informer l'administration de l'évolution de mes ressources pendant la période de perception de l'allocation.

Je déclare avoir pris connaissance de l'article 441-7 du code pénal rappelé ci-après.

Demande d'allocation différentielle de fin de mandat

En application de l'article 441.7 du code pénal, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende, le fait d'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts, de falsifier une attestation ou un certificat originairement sincère, de faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié. Les peines seront portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue d'apporter préjudice au Trésor public ou au patrimoine d'autrui.

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Données personnelles

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement par la Caisse des Dépôts et consignations en qualité de responsable de traitement (ci-après désignée « Caisse des Dépôts ») dont le siège est situé 56 rue de Lille – 75007 PARIS.

Les données collectées ont pour finalité « la gestion des fonds d'allocations des personnes physiques ». Le présent traitement a pour base légale l'exécution d'une mission d'intérêt public dont est investi la Caisse des dépôts conformément à l'arrêté n°11-103 du 19 octobre 2011.

Les données ne seront transmises qu'aux personnes habilitées de ou par la Caisse des Dépôts ou à des tiers légalement autorisés. Les données collectées via les formulaires sont conservées 12 mois à compter de la collecte sur le site demarches-simplifiees.fr puis 5 ans à compter de la collecte, par la Caisse des Dépôts. Les informations recueillies qui seraient signalées avec un astérisque sont obligatoires pour permettre le traitement de votre dossier. Vos données ne font pas l'objet d'un transfert hors Union Européenne.

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et le Règlement (UE) sur la protection des données du 27 avril 2016 (RGPD), vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition des données à caractère personnel vous concernant et d'un droit à la limitation du traitement de vos données à caractère personnel ainsi que du droit de faire parvenir à la Caisse des Dépôts des directives spéciales relatives au sort de vos données après votre décès. Pour exercer vos droits, vous pouvez vous adresser à mesdonneespersonnelles@caissedesdepots.fr ou par écrit à l'adresse suivante : Caisse des

Dépôts - Données personnelles - Etablissement de Bordeaux 6, place des Citernes 33059 Bordeaux Cedex. Certaines demandes de droit peuvent nécessiter la fourniture d'une pièce d'identité (carte d'identité ou passeport) tel que le droit d'accès ou rectification ou de limitation.

Vous pouvez contacter le Délégué à la protection des données (DPO) par mail à l'adresse dpo@caissedesdepots.fr. Vous pouvez porter une réclamation auprès de la CNIL si vous estimez que la Caisse des Dépôts ne respecte pas vos droits.